



Offensive de médias internationaux pour salir la Côte d'Ivoire

de Fofana Ali

Il ne se passe plus une journée sans que certains médias français, les mêmes, présentent la situation en Côte d'Ivoire comme périlleuse. Ces médias vont plus loin en faisant écho aux appels séditionnels. Décryptage d'une stratégie qui vise à discréditer les Institutions de la République et le régime d'Abidjan.

Voici les mercenaires de l'opposition et de Guillaume Soro



Patricia Balme



Geneviève Goëtzinger



Norbert Navarro

Le "petit opposant" de Paris, Guillaume Soro, s'est lancé dans une guerre médiatique contre le pouvoir d'Abidjan. L'homme qui avait parié tout sur la formation d'un "gouvernement d'union nationale" par l'opposition sous l'égide de la communauté internationale joue sa dernière carte. Car, les choses se compliquent sérieusement pour lui. Malgré ses menaces, l'élection du 31 octobre s'est tenue. La Communauté internationale continue de féliciter le président Alassane Ouattara pour sa réélection. A l'heure des futures discussions qui devraient s'ouvrir dans les prochains jours, les articles à charge contre le pouvoir d'Abidjan peuvent aider à compliquer la tâche au gouvernement et au président de la République Alassane Ouattara. Avec Guillaume Soro, l'opposant Affi N'Guessan et ses communicants, le patron de Lider, Mamadou Koulibaly, et tous les cyberactivistes pro Gbagbo sont à la manœuvre pour salir les institutions et ceux qui les incarnent.

Patricia Balme : Elle n'a jamais digéré la perte de son job aux côtés de Ouattara

Patricia Balme est la Présidente-Fondatrice de PB Com International. Elle a géré la communication du Président Ouattara pendant presque une

décennie. Aujourd'hui animée par la haine et la rancune, elle se dit trahie par le chef de l'Etat ivoirien. Communicante politique, elle se présente comme une femme de droite et une féministe non-agressive. Rien que ça. Un paradoxe incroyable lorsqu'on sait aujourd'hui qu'elle loue ses services à un ex-rebelle qui n'a jamais renoncé aux armes pour parvenir au pouvoir. Un reclus de justice accusé de fomenter un coup d'Etat et qui passe son temps à appeler à la rébellion et à la violence contre les institutions de la République. Patricia Balme, une féministe non-agressive ? Et pourtant, comme sa collègue Geneviève Goëtzinger, recrutée par Pascal Affi N'Guessan, elle scrute toutes les décisions du gouvernement du président Alassane Ouattara en vue de minimiser sur les réseaux sociaux la portée. Elle encourage ses confrères et amis des autres médias français à produire des publications et autres reportages à charge contre le régime d'Abidjan. C'est ce qui s'est passé pour le reportage du journaliste Yves Bigot de Tv5 Monde, il y a deux jours. Ce reportage sur les violences à M'Batto est abusivement intitulé « La candidature puis la proclamation du Président Ouattara à un 3e mandat engendre des violences dans tout le pays ». Un titre qui, en vérité, n'a rien à voir avec le contenu du reportage qui présente des familles endeuillées et ne porte aucune accusation, ni début de manifestation de la vérité sur les auteurs de ces violences. Rien dans la séquence publiée

sur la page Twitter de Tv5 Monde n'accuse le gouvernement ivoirien et des forces de maintien d'ordre d'avoir perpétré ces violences. Et pourtant, Patricia Balme et tout son réseau sur Twitter, ont repris l'information en vue de l'amplifier et de discréditer les résultats des élections. Et comme, il fallait s'y attendre TV5 Monde n'a pas fait de démenti, ni protesté contre l'utilisation partielle de son reportage pour manipuler l'opinion sur la situation en Côte d'Ivoire. Et tout ça, tout cet engagement, Patricia Balme assure le faire pour trois fois rien. Presque gracieusement pour son employeur, l'ex-rebelle Guillaume Soro. Tout simplement impressionnant. « (...) J'ai décidé de mobiliser l'ensemble de mon Cabinet au profit de la cause légitime de Guillaume Soro. J'ai travaillé pendant 11 ans auprès d'Alassane Ouattara. Il a choisi de m'écarter lorsqu'il a gagné l'élection présidentielle de 2010. (...) Guillaume Soro et moi, nous avons été trahis par le même homme », avait déjà avoué la communicante en septembre dernier.

Geneviève Goëtzinger : "La nouvelle venue" prête à tout pour Affi N'Guessan

Elle est la Présidente d'imaGGe, Conseil en stratégie de communication. Elle est

journaliste politique, ex-Directrice générale du groupe Audiovisuel Rfi-Mcd. Son carnet d'adresse a fortement contribué à la production d'articles pointés du doigt aujourd'hui par le gouvernement ivoirien. Sur sa page twitter, la communicante du président du Front Populaire Ivoirien (Fpi) Affi N'Guessan est fière de poster l'article de nos confrères de "Africa Intelligence" qui la présente comme « la nouvelle venue dans la guerre que se livre les communicants sur le continent africain. Au niveau de la radio France Internationale (Rfi), « Son nom y est connu, son carnet d'adresses un atout. Le tout doublé d'un important réseau dans le monde médiatique et la classe politique française », rapporte le monde-économique.ch ; Pour une néophyte, elle y va à fond pour se faire une place sous le soleil africain. Sous le fallacieux prétexte de piloter la communication d'une « nouvelle génération soucieuse d'une relation assainie avec la France », Geneviève Goëtzinger relaie les fakes news distillés par l'opposition. Son cabinet de communication est totalement mobilisé pour nuire aux Institutions ivoiriennes. Remise en cause de la lettre de félicitation du président Macron à son homologue ivoirien, allégations mensongères sur les conditions de détention de son client Affi N'Guessan, campagne pour une transition en Côte d'Ivoire, couverture des manifestations des militants de l'opposition à Paris, diffusion d'image de violence et d'appel à la violence

via son compte twitter, attaque contre le dialogue politique initié par le Président Ouattara, présence sur les plateaux de télévision, mise en relation avec certains politiques de gauche... le Conseil en stratégie de communication de Affi N'Guessan ne lésine pas sur les moyens pour salir le président de la République et les autorités ivoiriennes. Et, il est fort à parier qu'elle prépare en ce moment une autre offensive médiatique en Europe. Jean Bonin, le Communicant officiel de Affi N'Guessan est à Paris depuis quatre jours maintenant pour dit-il "gérer un certain nombre de rendez-vous". « Je serai probablement à Bruxelles. Après, j'irai à Stockholm. J'irai probablement à San Francisco et Washington. Je donne mon itinéraire pour que je puisse rencontrer les compatriotes ivoiriens qui sont dans ces pays pour échanger avec eux », a indiqué Jean Bonin sur sa page Facebook. Que les Ivoiriens ne soient pas surpris de voir le communicant du FPI sur les plateaux de télé en France en train d'affirmer sans sourciller qu'il n'y a pas d'élection en Côte d'Ivoire le 31 octobre dernier. On dira alors merci à qui ? A Geneviève Goëtzinger bien sûr.

Norbert Navarro : "une hostilité tenace et incurable à Ouattara"

Dans une Contribution parue

sur le site du très redouté « Médiapart » du mardi 13 novembre dernier intitulé « Pourquoi Navarro joue contre le Président Ouattara ? », le cyber activiste Justice Konan, depuis Paris, dresse le portrait du journaliste français. Pour le lanceur d'alerte ivoirien, Navarro voue une hostilité tenace et incurable à Alassane Ouattara. Cela, a-t-il démontré, parce que l'actuel chef de l'exécutif ivoirien avait refusé en 2010 que le journaliste travaille auprès de ses équipes. « (...) Il voulait faire, pour l'opposant Alassane Ouattara, exactement le même travail que fait aujourd'hui Geneviève Goëtzinger, un ex de Rfi, pour Pascal Affi N'Guessan, et que font de plus en plus des journalistes de cette radio et des médias occidentaux pour des acteurs politiques ou économiques, aussi bien en Europe, que, surtout, en Afrique », a-t-il affirmé. Cela aurait suffi, assure Justice Konan, pour que Norbert Navarro devienne un défenseur acharné du FPI, "un pro Gbagbo, un anti-Ouattara actif et militant". Puisqu'il, a soutenu l'activiste, n'est pas exclu que des indiscretions sur son marchandage manqué avec le camp Ouattara soient parvenus à la direction de Rfi. « Les autorités ivoiriennes envisagent des droits de réponse, de réplique, et de rectification. Des témoins de l'époque assurent avoir des documents, pour confondre le Navarro de Rfi, qui mérite de ne plus traiter des questions de Côte d'Ivoire, car il est juge et partie », a-t-il tranché sur la question ■